



Questions de Modes (d'Emplois)

**Parution sans date et au format aléatoire
d'informations recueillies dans la presse
sur les Missions Locales (tant qu'elles existent)
et l'insertion socio-professionnelle des jeunes**

Dans la série : LES BONNES BLAQUES DU GOUVERNEMENT !

● Dans un article du [Télégramme](#), la ministre du Travail l'affirme : « Ce qui m'intéresse beaucoup à la Mission locale du Pays Cob, c'est que celle-ci va au-devant des jeunes. Elle a en effet mis en place des antennes-relais qui permettent aux 16-25 ans d'obtenir des rendez-vous à proximité de leur domicile, un atout lorsqu'on connaît les problèmes de mobilité des jeunes aujourd'hui. Cela n'est pas le cas dans toutes les Missions locales de France et ce dispositif peut devenir un modèle, selon moi ! La Mission locale n'a pas vocation, en effet, à être un guichet administratif ». Oui, vraiment, cette ancienne directrice de Mission Locale sait vraiment de quoi elle parle... Et pendant ce temps, le gouvernement veut soumettre les « petites » Missions Locales à une fusion forcée avec Pôle Emploi pour « mutualiser » les interventions !

● Au détour d'un article sur la mise en place d'un des points du Plan Pauvreté (qui rappelons-le, parle aussi d'un « service public de l'insertion »), [la secrétaire d'état Christelle DUBOS déclare](#) : « Sortons de l'accompagnement en silo. Pôle emploi, missions locales, maisons de l'emploi... Aujourd'hui, une personne qui cherche du travail doit pousser dix portes avant de frapper à la bonne. Et à chaque fois, il faut re-raconter son histoire. Je crois que ça participe aussi au mécontentement actuel. » Bon... Il faudrait se décider... On facilite l'accès des jeunes aux Missions Locales avec des antennes et des permanences, ou bien on a « une seule porte » ?

● [Il paraîtrait que les budgets des Missions Locales augmentent](#)... Olivier Noblecourt, délégué ministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté ne manque pas d'humour.

Et pendant ce temps, les alertes se multiplient et les inquiétudes augmentent.

● Un article des Echos résume bien [la situation](#) : « Incitations du gouvernement à fusionner avec Pôle emploi, dans le cadre du rapport « Cap 2022 », crédits de l'Etat qui ne suivent pas, propositions de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) jugées « irréalistes » : le torchon brûle entre les missions locales et la puissance publique. »

● [En Corse](#), [en Lorraine](#), comme partout ailleurs en France, les décisions prises par le gouvernement de saborder les Missions Locales en utilisant le « levier financier » cher à l'IGAS ([voir notre intervention](#)) inquiètent ou mobilisent les différents acteurs institutionnels.

● Parfois aussi, hélas, elles entraînent des choix politiques destinés à préserver l'activité, comme à [Grenoble](#).
« Il y avait un choix à faire : soit récupérer la Garantie jeunes à la mission locale, avec les moyens alloués. Soit licencier deux personnes ».

● [Dans le Var](#), « le maire de Flayosc – en charge de la formation et de l'insertion professionnelle – Christian Taillandier soulève deux problématiques: *"La première concerne les subventions de l'État à l'ensemble des missions locales pour 2019, qui nous font dire que si nous ne nous mobilisons pas, cette régression financière pourrait attaquer l'un des dispositifs majeurs de la mission locale: la garantie jeunes. D'autre part, en lien avec l'État, l'agglomération fait coïncider son territoire avec le rayon d'action de la mission locale. C'est ainsi que le Pays de Fayence vient de quitter notre giron, pour rejoindre la mission locale Est-Var. Si cette situation demeure, la mission locale Dracénie Cœur du Var risque de se retrouver dans une impasse..."* »

Alors qu'au moment de leur création les Missions Locales étaient le vivier des expérimentations destinées à accompagner les jeunes dans leur insertion socio-professionnelle, elles sont devenues au fil du temps les instruments hautement politisés des gouvernances de toutes échelles (Etat, Régions, Communautés d'Agglomération...) et de tous bords, victimes désignées des choix financiers souvent déconnectés des réalités de terrain. Sommées de « faire » du CIVIS, de l'Emploi d'Avenir, de la Garantie Jeunes, et on en PACEA (haha !), en misant tout ou partie de leurs finances sur telle subvention européenne ou étatique, les directions des Missions Locales , en laissant leur destin à d'autres qu'aux actrices et acteurs de leur existence – les salarié.e.s et les jeunes - ont participé à l'affaiblissement des structures. Alors, pour assurer l'avenir des 14000 salarié.e.s du réseau et des jeunes qu'ils/elles accompagnent, il est plus que temps de reprendre la main !